

# Un pilori pour les ennemis de la Paix

Par  
**Claude BOURDET**

**L**ES manœuvres et tergiversations gaullienne ont fait reculer de nouveau l'heure de la paix. De nouveau, c'est la même erreur qu'à Melun : s'imaginer que les Algériens accepteront n'importe quoi, accepteront que l'on minimise la portée des négociations, que l'on place le G.P.R.A. sur un plan d'égalité avec le M.N.A. de Messali Hadj. Comme l'a dit avec force Pierre Mendès France au cours de sa conférence de presse, le gouvernement français peut consulter qui il veut et s'entourer de tous les avis, mais il n'y a qu'une négociation véritable, pouvant aboutir à un accord et à une signature valable : celle avec le G.P.R.A.

Mais nous ne devons pas nous étonner de ces manœuvres ; seuls s'en attristeront ceux qui se sont une fois de plus fait « blouser » par le grand comédien de l'Elysée. Il n'est pas l'un des nôtres, et ne tient pas, lui, par dessus tout à la fin de cette guerre abominable. La paix le libérera de certaines difficultés mais lui en créera d'autres, accroîtra son prestige mais donnera le sentiment aux Français que son rôle est terminé et qu'il a fait son temps. Et surtout il espère encore imposer une certaine paix, la paix du capitalisme et du néo-colonialisme, et n'a nullement renoncé à diviser les Algériens — fût-ce au prix de nouvelles combinaisons sordides qui coûteront encore beaucoup de sang et beaucoup de ruines.

N'oublions pas que les pas qu'il a faits en avant, il les a faits contraint et forcé : par la puissance militaire et politique du F.L.N.,

par l'intervention de l'opinion internationale — et aussi comme il l'a implicitement reconnu dans l'interview accordé au directeur de L'Echo d'Oran, par la pression de l'opinion française. Malheureusement, il a, depuis le mois de novembre, réussi à anesthésier en grande partie cette opinion française, en paraissant lui céder, alors qu'en réalité il louvoyait en cherchant à céder le moins possible. Et c'est ici que nous voyons quelles sont nos responsabilités et quels sont nos devoirs : si nous étions parvenus à maintenir vivace l'atmosphère du 27 octobre 1960, les manœuvres actuelles auraient été singulièrement plus difficiles.

Sans doute ne nous était-il pas possible d'aller absolument à contre-courant de l'euphorie générale ; De Gaulle était beaucoup mieux placé pour endormir les Français que nous pour les réveiller. Mais nous pouvons par contre profiter de leur déception actuelle pour ranimer les campagnes un moment assoupies. Ajoutons que tout n'a pas été négatif au cours de cette période : les détours successifs de De Gaulle pour éviter la négociation directe, franche et loyale (exécutif algérien... référendum sans négociation... appel à Bourguiba... manœuvre autour d'Evian), ont chaque fois échoué en tant qu'opération dilatoire et réussi au contraire à persuader davantage de Français de l'urgence de la négociation. Aujourd'hui, nous pouvons attaquer sur un front beaucoup plus large qu'hier.

**C'**EST donc le moment de reprendre la lutte avec plus d'ardeur que jamais. Mais il est un point qui émeut particulièrement l'opinion et que nous devons placer au centre de notre bataille. Les attentats fascistes au plastic, comme celui d'Evian et celui de la Bourse de Paris, démontrent une fois de plus que les hommes de la guerre n'ont pas renoncé à imposer leurs vues par les moyens les plus criminels et les plus imbéciles. Ils démontrent aussi combien la mansuétude des tribunaux à l'égard des fascistes civils et militaires, et combien la collusion du régime gaulliste avec ces mêmes fascistes rendent difficile et précaire toute véritable politique de paix.

Ces attentats sont comme un rappel continuels aux oreilles de De Gaulle et de son régime : « Qui vous a installés ? » La carence du tribunal dans l'affaire du Bazooka, les hautes protections dont a joui Kovacs au moment de sa « disparition », s'éclaircissent d'un jour sinistre quand on considère que Kovacs ou d'autres du même groupe sont probablement parmi les organisateurs de l'assassinat du maire d'Evian. Et quel fasciste ne se sentirait sûr de l'impunité, après le honteux et pourtant si logique jugement des Barricades ? Dans ce régime, chacun « tient » l'autre, du plus petit au plus grand, les secrets abominables et les complicités scandaleuses sont autant d'encouragements à mal faire, autant

d'obstacles aux décisions positives.

On ne s'en tirera que par un nettoyage général ! Loin de nous la pensée que la V<sup>ème</sup> République s'épure elle-même ; mais l'opinion peut immédiatement commencer à affaiblir politiquement les « fauteurs de guerre » et les « fauteurs de bombe » — c'est tout un — en exigeant cette épuration. Il faut commencer à mettre en accusation les ministres, hauts fonctionnaires et chefs militaires complices des fascistes et contre-terroristes de 1957 comme de 1960 et de 1961, les hommes politiques, officiers et policiers de tout grade qui ont approuvé ou organisé les tortures et les massacres, il faut faire ce que les tribunaux réguliers auraient déjà dû faire mais ne font pas, il faut préparer les dossiers des inculpations de demain et le Livre Noir de la Guerre d'Algérie. Et il faut le faire savoir.

Gilles Martinet remarquait justement il y a quelques années que si l'on avait exigé la mise en accusation des coupables de la guerre d'Indochine, on aurait fait beaucoup pour empêcher les folies coloniales et la dégradation de la démocratie, qui ont suivi. Aujourd'hui, il ne s'agit pas seulement de hâter la paix en empêchant les menées brutales ou cauteleuses de ceux qui n'en veulent pas. Il s'agit de les mettre hors d'état de nuire pour le jour où enfin, malgré eux, la paix sera rétablie.